

Une vieille revendication : le droit au travail

Dans notre époque tourmentée, les individus s'associent pour des buts que la démocratie devait rendre caducs, car ils étaient revendiqués déjà dès le début du 19^e siècle. Il existe aujourd'hui une « ligue pour le droit au travail et le progrès social », présidée par M. Jacques, Duboin, qui manifeste son existence par une lettre adressée au président du Conseil, dont nous nous en voudrions de ne pas donner quelques extraits [[Voir *L'Œuvre* du 14 octobre.]] :

« Les résultats que votre politique a obtenus depuis huit mois sont indiscutables : le commerce, l'industrie, l'agriculture n'ont jamais connu d'aussi mauvais jours ; les magasins n'ont plus d'acheteurs, le paysan ne vend pas son blé, le viticulteur ne sait où mettre son vin, tandis que, dans le même temps, le pêcheur rejette le poisson à la mer ; notre commerce extérieur est en régression constante ; les traitements et salaires s'amenuisent ; le chômage augmente, et les « grands travaux », qui ont échoué partout, ne peuvent y porter remède ; malgré un budget théoriquement en équilibre, la situation financière de la France, par le jeu des emprunts à jet continu, ne cesse de s'obérer ; etc...

« Allez-vous continuer ? ... »

...

« Comprenez donc, monsieur le président, que l'humanité change de civilisation : pendant les soixante siècles qui nous ont précédés, les hommes ont lutté contre la misère parce que les richesses étaient rares ; aujourd'hui, grâce aux progrès de toutes les techniques, les richesses débordent de partout : c'est la civilisation nouvelle de l'abondance.

« Le problème que vous avez à résoudre est avant tout un problème d'organisation : d'un côté, des monceaux de richesses et des moyens d'en créer davantage encore ; de l'autre, des êtres humains que vous avez condamnés jusqu'à ce jour à se restreindre, à se priver, comme si vous vouliez les punir de leur intelligence créatrice.

« Faites cesser cette situation atroce ; vous avez l'autorité, vous avez le pouvoir : profitez de l'une, utilisez l'autre.

« Ayez le courage de passer la ligne.

« Première mesure à prendre : reconnaître et organiser « le droit au travail », contrepartie équitable et légitime du droit de propriété.

« Notre plan est prêt, il est à votre disposition.

« Quelques mots le résumant : une place pour chacun, chacun à sa place ; du travail pour les jeunes, une retraite pour les vieux ; de même que l'on distribue les vivres dans une ville assiégée, de même il faut répartir le travail, devenu denrée rare, entre toutes les parties prenantes ; plus le progrès technique se développera -- et il ne faut porter aucune entrave à son développement -- moins pénible sera le travail, moins il durera et plus nombreux seront les loisirs.

« Si vous n'avez pas le courage de nous guider vers cette nouvelle civilisation dans laquelle quelques privilégiés ont à perdre, mais où tous les autres ont à gagner, vous serez, un jour prochain, rejeté par ceux-là mêmes qui vous ont appelé parce que vous les aurez déçus.

« Et vous savez, monsieur le président, pour avoir lu l'Histoire, combien violente est la colère d'un peuple qui a faim ; et combien plus violente encore elle doit être quand le peuple sait que le pain qu'on lui refuse est à portée de sa main.

« Veuillez agréer, etc. »

Le droit au travail et le droit de profiter de son travail sont des droits à conquérir. Tant que le système économique actuel, basé sur le profit existera le droit au travail et le droit, à la vie s'inscriront en lettres de feu dans les revendications humaines.